
L'observation des premières élections démocratiques en Afrique du Sud

par Donald H. Oliver, sénateur

Le Canada a été l'un des pays invité à envoyer des observateurs aux élections historiques qui ont eu lieu en Afrique du Sud au printemps 1994. Le sénateur Donald Oliver a été l'un des observateurs canadiens. Dans le présent article, il décrit la situation de la population noire d'Afrique du Sud, ainsi que son expérience en tant qu'observateur des Nations Unies. Il soulève quelques hypothèses au sujet des défis que devra relever le nouveau gouvernement de M. Mandela.

L'Afrique du Sud est un pays de contrastes et de contradictions. C'est un pays d'une beauté frappante et au charme éblouissant, doté de grandes ressources minérales. Cependant, seuls les Blancs profitent vraiment de l'exploitation de ces ressources. Sur le plan des salaires et du niveau de vie, un gouffre sépare la population blanche, installée principalement dans les villes modernes, et les Noirs qui vivent principalement dans des collectivités de banlieue (les *townships*) et des bantoustans presque entièrement dépourvus de services et d'eau courante et aux routes non pavées. Ils sont rarement instruits.

L'Afrique du Sud compte parmi les pays qui ont le plus haut taux de main-d'œuvre infantile au monde. Quelque 60 000 enfants de 8 à 14 ans travaillent comme ouvriers agricoles. Plus de deux millions d'enfants noirs attendent des places dans les écoles, tandis que les écoles blanches comptent 307 000 places libres. Le taux de chômage des Noirs dans plusieurs provinces dépasse 50 p. 100. Le système de santé est caractérisé par le même racisme que le système d'éducation. Le budget consacré aux soins de santé des Blancs est cinq fois supérieur à celui des Noirs.

Plus de 80 p. 100 des Blancs jouissent de régimes d'assurance-maladie, par rapport à moins de 20 p. 100 des Noirs. Le pays compte un médecin pour 330 Blancs, mais un

seulement pour 12 000 Noirs. Afin d'améliorer la situation du logement pour la population noire, il faudrait construire 330 000 habitations par année pendant les dix prochaines années. La liste des écarts dans la qualité de vie et les avantages dont jouissent les Blancs et les Noirs s'allonge sans fin.

La province du Nord-Ouest, dans laquelle j'ai été envoyé lors des élections, couvre environ 5 p. 100 de la superficie du pays et regroupe environ 1,8 million de personnes, soit 4,8 p. 100 de la population sud-africaine. L'économie dans cette partie de l'Afrique du Sud repose principalement sur l'exploitation minière de l'or, du platine et de l'uranium, qui représente environ 30 p. 100 de l'ensemble de la production minière de l'Afrique du Sud. La deuxième industrie de cette province en ordre d'importance est l'agriculture. Deux des principaux problèmes de la province sont la pauvreté et la piètre qualité des soins de santé. Les cas de tuberculose sont nombreux.

Les Nations Unies ont envoyé environ 1 800 personnes comme observateurs durant les élections, tout en y coordonnant le travail de quelque 3 000 observateurs internationaux. Environ 21 000 000 de personnes avaient le droit de vote aux élections générales en Afrique du Sud. Le pays était divisé en 374 circonscriptions électorales comptant 7 000 bureaux de scrutin. Selon moi, il aurait fallu en prévoir plus, beaucoup plus.

Le système électoral sud-africain est fondé sur la représentation proportionnelle des partis qui présentent à la fois des listes nationales et locales. Aux élections du mois d'avril, chaque électeur avait deux voix, une pour l'élection nationale et une pour l'élection provinciale. La moitié des 400 sièges au Parlement est occupée par des candidats figurant sur les listes

Ex-membre de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis, Donald Oliver a été nommé au Sénat en 1990.

nationales, et l'autre moitié par des candidats sur les listes provinciales. Quand il y a représentation proportionnelle, les électeurs ont l'impression que leur voix compte vraiment puisque le nombre de candidats élus d'un parti augmente proportionnellement au nombre de voix, contrairement à ce qui se passe avec notre système d'élection de candidats distincts où une voix peut sembler insignifiante lorsque le candidat vainqueur remporte une importante majorité.

La province du Nord-Ouest est divisée en quatre grands secteurs, regroupant 28 circonscriptions électorales, 779 bureaux de vote et plus de 1,7 million d'électeurs. Le mécanisme de votation différait légèrement de celui du Canada.

Les bureaux de vote devaient ouvrir à 7 h et fermer à 19 h. Il n'y avait pas de liste générale des électeurs admissibles, et ceux-ci pouvaient exprimer leur suffrage n'importe où en Afrique du Sud. Deux membres du personnel électoral étaient postés aux portes de chaque bureau de vote. Les électeurs devaient montrer des papiers d'identité et, une fois admis à l'intérieur, placer les deux mains sous le détecteur d'ultraviolet afin que l'on puisse déceler toute trace de l'encre invisible appliquée sur la peau des personnes qui avaient déjà exprimé leur suffrage. Les votants admissibles pouvaient alors se présenter à la table de vérification des documents d'identité.

Une fois les documents approuvés, on appliquait de l'encre invisible sur les doigts des personnes prêtes à voter. Après avoir vérifié que l'encre tenait bon, on remettait un bulletin de vote à l'électeur qui passait dans l'isoloir, inscrivait son vote et plaçait son bulletin dans l'urne.

En tant qu'observateurs, nous devions observer l'enchaînement de ces multiples étapes et signaler tout incident pouvant entacher les élections. Il fallait s'assurer que les bureaux de scrutin comptaient le personnel nécessaire et qu'ils étaient prêts à recevoir les électeurs, que le procédé se déroulait sans heurts. Il fallait aussi noter s'il y avait des retards, si l'on cherchait à dissuader certaines personnes de voter.

Nous avons suivi des séances d'information et nous savions ce que nous avions à faire, mais rien n'aurait pu nous préparer à ce qui nous attendait pendant ces trois jours de scrutin.

Les collectivités de la province du Nord-Ouest sont éloignées. Les routes sont sales et poussiéreuses et peu d'entre elles sont revêtues. Les panneaux routiers sont peu nombreux, et les cartes routières inadéquates; il n'y a pas d'électricité ni de téléphone. La vie est dure : ces collectivités sont presque totalement dépourvues d'égouts ou de système de distribution d'eau.

J'ai rencontré des Sud-Africains parmi les plus pauvres du pays. Mais ce sont des gens courageux qui savent profiter du peu qu'ils ont. Pas de laveuse ou de sècheuse, pas de lave-vaisselle, pas de lumière pour lire, pas d'électricité pour alimenter un téléviseur ou un poste de radio. Quand la lumière baissait vers 17 h 30, il fallait, en l'absence d'une génératrice portable en état de fonctionner, s'éclairer à la chandelle. Des milliers de Noirs sud-africains ont exprimé leur suffrage à la lueur des chandelles.

L'apartheid a causé la ghettoïsation du peuple noir en Afrique du Sud. Il travaille dans les mines ou sur les fermes appartenant aux Blancs dans des conditions déplorables et pour un maigre salaire. J'ai demandé à une adolescente ce qu'elle faisait. Elle m'a répondu qu'elle était travailleuse autonome. J'ai insisté, et elle m'a expliqué qu'elle travaillait dans les champs de maïs sur une ferme de Blancs, de 8 h à 16 h 30, 6 jours par semaine, avec une demi-heure pour dîner. Elle gagnait 18 rands par jour, soit environ 8 \$, mais chaque soir, le propriétaire agricole blanc lui donnait deux épis de maïs. La vie est dure en Afrique du Sud pour les Noirs. La force intérieure de ce peuple est impressionnante.

En nous rendant en voiture aux bureaux de scrutin à 6 h 30, nous traversions d'interminables collectivités, et j'ai vu les femmes qui se rendaient au puits au centre du village remplir leurs seaux, puisant de l'eau pour boire et pour la cuisine, mais surtout pour le lavage quotidien. Tous les jours, elles lavaient soigneusement leurs vêtements élimés avec une brosse dure et les mettaient à sécher au soleil sur un buisson ou un arbuste.

Nous étions affectés à cinq bureaux de scrutin le premier jour.

Quand nous sommes arrivés à 6 h 50 le premier matin, nous sommes restés bouche bée en voyant la file interminable de Noirs qui attendaient patiemment d'exercer, pour la première fois de leur vie, leur droit de vote. Ces files semblent avoir impressionné tous ceux qui se sont rendus en Afrique du Sud. Les revues *Time* et *Newsweek* ont toutes les deux publié, dans leur numéro de la deuxième semaine de mai, des photos de ces files, soulignant l'ordre qui régnait parmi les électeurs noirs et le fait que bon nombre avaient apporté avec eux de quoi boire et manger afin de pouvoir se sustenter pendant les longues heures d'attente.

Mais il était clair qu'ils se demandaient, pendant qu'ils attendaient, si les forces malfaisantes de l'apartheid les empêcheraient finalement d'exprimer leur suffrage. Cependant, les sourires de satisfaction qui s'épanouissaient sur leur visage à la sortie du bureau de scrutin montraient bien qu'ils avaient compris que l'apartheid était bel et bien chose du passé.

Nelson Mandela a acquis le statut de saint, de Dieu, de Sauveur, d'être divin capable de sortir les Noirs des profondeurs de l'apartheid. Dans un des bureaux où j'étais observateur, un homme très âgé se tenait prêt à marquer son bulletin depuis presque 20 secondes. Il ne bougeait pas. Il ne

se passait rien. De toute évidence, il y avait un problème. Il était gêné, ne pouvant ni lire ni écrire. La directrice du scrutin s'est rendue auprès de lui et lui a demandé s'il avait besoin d'aide. Le monsieur a répondu oui en hochant la tête. Les observateurs compétents ont été convoqués, et on a demandé à l'électeur de dire, en leur présence, pour qui il voulait voter. Après une courte pause, il a prononcé d'une voix douce le nom Mandela. Une croix fut tracée dans la case correspondante, le bulletin fut plié et remis à l'électeur pour qu'il puisse le déposer dans l'urne. Un grand sourire de satisfaction a éclairé son visage en guise de remerciement pour un travail bien fait.

Voilà la démocratie en action, la politique dans son expression la plus fondamentale, avec toute la force et la conviction possibles. Voilà le résultat de la persévérance, du pouvoir de guérison du droit de suffrage. Les Noirs sud-africains ont maintenant la possibilité d'être libres. Leur voix vaut autant que celle des Blancs. La couleur n'est plus un élément du pouvoir politique. L'archevêque anglican Desmond Tutu a bien résumé les sentiments éprouvés quand il a dit, en sortant du bureau de scrutin : «J'ai grandi d'environ deux pouces aujourd'hui.» Le suffrage est une mesure positive, un acte par lequel les Noirs enfonçaient un à un les clous dans le cercueil de l'ancien régime.

Toutefois, malgré ces beaux sentiments qui animaient les électeurs que j'ai rencontrés, il restait de nombreux problèmes d'administration et de logistique dans les *townships*. Il devait y avoir des bureaux de scrutin au moins à tous les quatre kilomètres. Dans la pratique, la distance entre les bureaux pouvait dépasser 14 kilomètres. Les élections ne commençaient pas à l'heure parce que les bulletins n'étaient pas arrivés. Il n'y avait pas d'électricité pour alimenter les détecteurs d'ultraviolet, pas de sceau pour sceller les urnes, pas de crayons pour voter. Je ne devais être qu'un observateur, mais j'ai voulu faire plus, en aidant ceux qui voulaient téléphoner pour signaler des problèmes ou demander des fournitures. Les bureaux de scrutin n'étant pas dotés de téléphone, je me sentais incapable de rester à rien faire quand il fallait attendre avant de reprendre les activités. J'offrais donc aux membres du personnel électoral de les conduire là où ils voulaient afin qu'ils pussent téléphoner et obtenir des fournitures.

À l'attente s'ajoutait la menace de violence. Contrairement à ce que la Société Radio-Canada a rapporté et comme l'a bien dit le numéro de la revue *Time* du 9 mai, les problèmes en Afrique du Sud aujourd'hui ne sont pas causés par les Noirs mais bien par les Blancs. Pendant que j'y étais, 12 personnes ont été assassinées, toutes aux mains d'extrémistes blancs, et NON PAS, comme voudrait nous le faire croire la SRC, sur l'ordre de Noirs.

Lors d'une séance d'information en matière de sécurité à Klerksdorf et à Rustenburg dans la province du Nord-Ouest, on nous a dit que nous n'avions pas vraiment de raison de craindre les vols dans la rue ou d'autres crimes mineurs. Cependant, étant donné la richesse de la région en minerais comme l'or, le

diamant et l'uranium (dans des mines qui sont toutes exploitées par des Blancs), les autorités responsables de la sécurité craignaient surtout que les explosifs utilisés dans les mines servissent à des tentatives de sabotage du processus électoral. On nous a ainsi prévenus que des extrémistes blancs pourraient essayer de placer des bombes dans les bureaux de scrutin dans les *townships* afin de faire peur aux Noirs et les empêcher d'aller voter. D'ailleurs, des incidents raciaux se sont produits tout près d'où nous étions. Un journaliste noir américain a été violemment battu par des extrémistes blancs à Rustenburg où se trouvait le quartier général des observateurs des Nations Unies pour la région de Monipole. Une bombe a été trouvée près d'un bureau de scrutin et, heureusement, désamorcée. Précisons que Rustenburg est une ville minière exploitant le platine située à 130 km de Johannesburg et de Pretoria, et à seulement 25 minutes de Sun City.

Ce sont les électeurs qui m'ont le plus ému lors de mon voyage en Afrique du Sud. La province du Nord-Ouest était électrisée par l'enthousiasme et l'impatience. Après des décennies marquées par la douleur de l'apartheid, la vraie démocratie allait régner.

En tant qu'observateur pour les Nations Unies, je remplissais chaque jour un questionnaire afin d'aider l'ONU à déterminer si les élections s'étaient déroulées en toute liberté et équité.

Mon collègue et moi n'avons pas vu de signes de contrainte, de coercition, d'oppression, d'influence indue, de menaces, d'intimidation ou de mesures évidentes prises pour influencer le suffrage des électeurs ou pour les dissuader de voter comme ils le désiraient.

Cependant, peut-on vraiment parler d'équité quand des vieillards de 90 ans sont obligés d'attendre debout 12 heures durant, par des chaleurs torrides, qu'arrivent les urnes, les bulletins de vote et les crayons nécessaires, alors que, dans la plupart des régions blanches, le matériel arrivait à temps et en quantités largement suffisantes. Je ne veux pas dire que le résultat des élections n'est pas valable, mais la situation ne nous semblait certainement pas juste. C'est comme si le racisme qui caractérisait l'apartheid devait suivre les Noirs sud-africains jusqu'à la fermeture des bureaux de scrutin.

Néanmoins, les élections ont constitué l'un de ces événements remarquables de l'histoire où le bien l'a emporté. La population noire a parlé par son suffrage. Elle a parlé avec force et conviction afin de mettre fin à un régime jugé intolérable par la plupart des pays civilisés du monde. Et elle a réussi, le bien a triomphé du mal.

Et maintenant, quel sera l'avenir de l'Afrique du Sud? Nelson Mandela devra tendre la main à ses adversaires afin de solidifier son rôle et de veiller à ce que tous se rallient à une cause commune, comme il l'a fait en formant son cabinet. M. DeKlerk a été nommé deuxième vice-président, tandis que Mangosuthu Buthelezi est devenu secrétaire de l'Intérieur et deux de ses partisans occupent des places au sein du cabinet.

M. Mandela doit aussi montrer à la communauté financière internationale qu'il a l'intention de gérer avec fermeté les ressources et la politique monétaire du pays. Pour ce faire, il a d'abord confié le ministère des Finances à M. Derek Keys qui, au cours de ses deux dernières années en tant que ministre des Finances, s'est montré très ferme. Il a en effet mis un frein à la hausse des dépenses du gouvernement et réduit le déficit.



L'autre poste économique d'importance a été confié à son titulaire, M. Chris Stals, qui renouvellera en juillet son mandat de gouverneur de la banque de réserve ou banque centrale.

Cependant, s'il doit se montrer sage en matière de finances, M. Mandela doit surtout faire appel à tous les Noirs de l'Afrique du Sud afin de réduire les attentes énormes qu'ils nourrissent à l'égard de la nouvelle administration. Il doit leur expliquer que les années de renoncement et de préjudice sont terminées, mais qu'il faudra du temps avant que des avantages concrets se fassent sentir.

Je crois que M. Mandela est à la hauteur de la tâche. Il se rend bien compte que toute industrie blanche n'est pas nécessairement malfaisante et il travaillera en collaboration à la fois avec les dirigeants industriels et le peuple de l'Afrique du Sud afin de mettre en marche le processus qui produira ces avantages.

Quels sont ces avantages dont un besoin urgent se fait sentir? La liste est longue. L'habitation semble venir en tête, ensuite

l'électricité et l'eau, l'éducation, la formation, les télécommunications et le transport. L'Afrique du Sud en profitera, mais le Canada aussi, puisque nous avons des compétences dans ces domaines. De plus, les Noirs d'Afrique du Sud pourront apprendre des métiers, ce qui allégera le problème du chômage.

On ne peut nier l'urgence de ces besoins : six millions de chômeurs, neuf millions sans formation technique, dix millions qui n'ont pas accès à l'eau courante, 23 millions sans électricité et, en dépit de la lutte pour l'égalité, presque une génération entière de Noirs sans instruction.

La réalisation du programme de renouvellement prendra des années, mais elle est possible. On a déjà annoncé que les impôts n'augmenteraient pas et que les industries ne seraient pas étatisées. Les projets seront financés au moyen d'une réaffectation du budget ou par l'intermédiaire du marché obligataire international.

Je suis optimiste. Reconnus en tant qu'égaux et ayant pu mettre fin à l'apartheid, les Noirs sud-africains suivront les dirigeants auxquels ils ont fait confiance pour les mener vers le XXI^e siècle.

Le Canada a appuyé l'idée du suffrage majoritaire, et je crois que nous jouirons de liens plus étroits avec le gouvernement Mandela. J'estime que l'industrie canadienne dispose des compétences voulues pour aider l'Afrique du Sud à se reconstruire, et nous devons nous placer parmi les premières nations désireuses d'aider M. Mandela à s'attaquer à cette tâche monumentale.

M. Mandela est ouvert à la communauté internationale. Comme il l'a dit la semaine dernière : «Nous sommes convaincus que vous (la communauté internationale) nous appuierez dans nos efforts pour bâtir un pays sans sexisme ou racisme, où règnent la paix, la prospérité et la démocratie. Nous devons agir ensemble, en peuple uni, en vue d'une réconciliation nationale, de la naissance d'un monde nouveau. Nous voulons la justice pour tous, la paix pour tous, du travail, du pain, de l'eau et du sel pour tous.» ♦